

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 35

2008

DOI: 10.11588/fr.2008.0.44939

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Stiftung Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland (DGIA), zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

CONSTANTIN PRÉVÉLAKIS

ET S'IL FALLAIT REVENIR SUR L'ENTENTE BALKANIQUE?

La construction manquée d'un ordre régional en Europe du Sud-Est
à la fin des années 1930¹

Les Balkans auraient-ils été les permanents troubles fête de l'Europe contemporaine? On pourrait sans grande hésitation l'avancer en parcourant rapidement l'histoire tendue et mouvementée de la péninsule depuis la dislocation de l'Empire ottoman au XIX^e siècle, et jusqu'à la récente déclaration d'indépendance du Kosovo. En presque deux siècles, les périodes pendant lesquelles les peuples et les États de la péninsule ont véritablement vécu en paix ne font pas le poids face aux années de conflits, d'antagonismes violents, de massacres, de souffrances. Pendant la dernière décennie violente qu'a connue cette région, alors que la guerre faisait rage dans l'ex-Yougoslavie, les médias, les politologues, bien souvent les historiens eux-mêmes n'ont cessé de multiplier les images d'Épinal à ce sujet. Habités par des peuples se portant entre eux depuis le Moyen Âge (pour ne pas aller plus loin) une véritable haine séculaire, les Balkans n'ont été rien de plus que l'éternelle poudrière de l'Europe. De Sarajevo à Sarajevo, la péninsule n'avait-elle pas eu le triste mérite de faire naître la première et la dernière guerre du continent européen au XX^e siècle? Dans le cadre d'une Europe trouvant, au-delà des rancunes, le chemin de la réconciliation, il devenait urgent, pour remédier aux agitations de ces incorrigibles balkaniques d'«européaniser les Balkans».

Ce mouvement général tend à emporter tout sur son passage, même les quelques éphémères tentatives de rapprochement qu'ont pu mener entre eux les États balkaniques, et – au premier rang d'entre elles – l'aventure méconnue de l'Entente balkanique. Créée en février 1934 entre la Grèce, la Turquie, la Yougoslavie et la Roumanie, l'Entente balkanique ne s'est en effet jamais attirée les faveurs de l'historiographie contemporaine. Dans son ouvrage de référence sur l'histoire des Balkans (publié en 1991), Georges Castellan y consacre par exemple à peine trois paragraphes en près de cinq cents pages². La thèse de l'auteur justifie pleinement ce choix. Construite pour défendre ses États membres contre le danger d'une attaque bulgare, l'Entente balkanique a succombé à la fin des années 1930, en même temps que les autres groupe-

1 Cet article a été réalisé à partir d'une recherche doctorale fondée entre autres sur des fonds diplomatiques et militaires. Les fonds qui seront cités dans les notes de cet article sont les suivants: Archives du ministère français des Affaires étrangères (correspondance politique et commerciale, série Z-Europe, désormais MAE), Direction d'histoire de l'armée hellénique (désormais DHS), Archives du ministère hellénique des Affaires étrangères (série entre-deux-guerres, désormais AYE).

2 Georges CASTELLAN, *Histoire des Balkans*, Paris 1991, p. 435–436.

ments internationaux de l'entre-deux-guerres, tels que la Petite Entente ou même la Société des Nations. Incapable d'unir véritablement les États balkaniques autour de buts communs, l'Entente est ainsi considérée comme virtuellement morte dès les débuts de la faillite de la sécurité collective en 1936. Dès lors, l'histoire de la péninsule dans l'entre-deux guerres est bien plus celle de la guerre gréco-turque, du révisionnisme bulgare, de l'ambiguë politique extérieure yougoslave vis-à-vis de ses voisins, et du développement des mouvements terroristes croate et macédonien, que celle du rapprochement initié par le traité de 1934.

Il faut néanmoins rester prudent dans la dévaluation. Certains recueils – certes pas les plus récents – accordent une place autrement plus importante, dans la forme comme dans le fond, à l'Entente balkanique. C'est le cas par exemple de l'histoire des Balkans que rédigea Leften Stavrianos en 1958³. D'autre part, si on se tourne vers les sources primaires de la fin des années 1930 (disponibles non seulement dans les pays balkaniques, mais également en France ou en Grande-Bretagne), on constate que l'Entente balkanique attirait au sein des cercles diplomatiques européens un intérêt bien supérieur à celui des historiens d'aujourd'hui. Cet intérêt résista à la faillite de la sécurité collective, et même après la déclaration de la seconde guerre mondiale en septembre 1939. Jusqu'à sa dissolution officielle en juin 1940, l'Entente apparaissait comme un organisme, certes imparfait, mais toujours influent dans l'évolution politique de la péninsule, et par là-même, pour les rapports de force dans une Europe au seuil de la guerre.

Cet article n'a pas pour but d'élaborer une histoire événementielle de l'Entente balkanique. En nous fondant principalement sur la période cruciale de la faillite de la sécurité collective et de la première année de la guerre, nous essaierons de discerner les forces profondes qui ont donné à l'Entente balkanique sa raison d'être.

1938–1940: l'Entente balkanique toujours vivante

Replaçons-nous d'abord dans le contexte politique instable de l'entre-deux-guerres dans les Balkans. De même que pour le reste de l'Europe orientale, les règlements territoriaux apportés au lendemain de la grande guerre par les traités parisiens avaient séparé les pays de la région entre les satisfaits et un grand déçu, la Bulgarie: celle-ci ne se résignait pas à accepter définitivement les souverainetés de la Roumanie sur la Dobroudja, de la Yougoslavie sur la Macédoine septentrionale ainsi que de la Grèce et de la Turquie sur la Thrace et l'accès à la mer Égée. C'était justement pour faire face à une éventuelle attaque bulgare qu'en février 1934, ces voisins menacés avaient signé entre eux un pacte d'assistance mutuelle dont était issue l'Entente balkanique.

Au moment cependant où ce pacte était signé, la situation balkanique devenait encore plus complexe. L'Allemagne lançait en direction de l'est une phase d'expansion économique d'abord, politique et territoriale ensuite. De l'automne 1938 au printemps 1939, la crise tchécoslovaque fut ainsi le point culminant de l'irrésistible expansion du Reich vers l'Europe du sud-est. L'Allemagne semblait avoir repris pour de bon son traditionnel *Drang nach Osten*. Après la Tchécoslovaquie cette expansion

3 Leften Stavros STAVRIANOS, *The Balkans since 1453*, New York 1958, nouvelle édition 2000.

n'allait-elle pas se poursuivre vers la Pologne, la Roumanie et jusqu'à la mer Égée? De plus, aux côtés de l'Allemagne, l'Italie affirmait également ses ambitions expansionnistes vers l'est: devenue un véritable protectorat italien au milieu des années 1930, l'Albanie fut tout simplement envahie et rattachée à la couronne italienne en avril 1939. Désormais inquiètes face aux coups de force italiens et surtout allemands, et soucieuses d'y mettre un frein, la France et la Grande-Bretagne s'impliquèrent à leur tour dans la politique balkanique. Londres espérait lier ces pays à une politique d'opposition aux ambitions allemandes, tandis que Paris franchissait le pas en imaginant d'ambitieux projets de front de revers sur le modèle du front d'orient de 1915-1918.

Alors que ce nouvel antagonisme des puissances se mettait en place, le paysage politique balkanique n'était forcément plus le même. Le pacte de 1934, qui prévoyait uniquement une assistance mutuelle au cas d'attaque bulgare, semblait désormais dépassé. Au-delà de la Bulgarie, c'étaient désormais les expansionnismes allemand et italien qui faisaient figure de menaces. Pour pouvoir espérer les affronter, les États balkaniques n'avaient d'autre choix que de solliciter la protection de puissances comme la France ou la Grande-Bretagne, laissant au second plan de leurs priorités la collaboration entre eux. Dans ses travaux sur la politique étrangère hellénique, l'historien Ioannis Koliopoulos montra ainsi comment le gouvernement Métaxas fit, à partir de 1936, du rapprochement avec la Grande-Bretagne sa priorité principale et délaissa en même temps presque complètement la collaboration inter-balkanique⁴. En avril 1939, les garanties franco-britanniques qu'obtint Athènes, en même temps que Bucarest, sur la défense de son intégrité territoriale auraient ainsi symboliquement placé la sécurité balkanique entre les mains des grandes puissances occidentales.

Le constat est néanmoins à relativiser. Pour rester sur le cas grec, la politique étrangère ainsi que la planification militaire demeuraient tout au long des années 1939 et 1940 très largement focalisées sur la collaboration balkanique, placée à un niveau tout aussi important que la coopération avec Paris et Londres. Lorsque le prince héritier, Paul de Grèce, commanda au gouvernement un rapport sur la politique de sécurité du pays, la réponse qu'il reçut du général Papagos, chef d'état-major de l'armée hellénique, fut très claire. La sécurité de la Grèce reposait sur trois piliers: la collaboration avec la Turquie (membre de l'Entente) en premier lieu, le pacte Balkanique ensuite et, en dernière position, les garanties données par les grandes puissances⁵.

En effet, la collaboration militaire au sein de l'Entente balkanique continuait à fonctionner, au moins dans le cadre de conférences régulières d'états-majors. L'une d'entre elles s'était d'ailleurs tenue à Athènes, au lendemain de la conférence de Munich, afin de mettre à jour en détail les modalités d'une éventuelle action militaire commune en cas d'attaque bulgare. Certains des participants, notamment turcs,

4 Ioannis ΚΟΛΙΟΠΟΥΛΟΣ, *Η Ελλάδα μεταξύ της Αγγλίας και του Άξονα* (La Grèce entre l'Angleterre et l'Axe) dans: Georges ΧΡΗΣΤΟΠΟΥΛΟΣ (dir.), *Ιστορία του Ελληνικού Έθνους. ΙΕ': Νεώτερος Ελληνισμός από το 1913 ως το 1941*, Αθηνάι 1978 (Histoire de la nation grecque. XV: L'Hellénisme contemporain de 1913 à 1941), p. 403.

5 État-major de l'armée hellénique, »Rapport à l'attention de SAR le Diadoque«, DHS, 14-722/A-1, 2 novembre 1939.

étaient allés plus loin en proposant que le principe de l'assistance mutuelle soit élargi au cas d'une attaque provenant d'un pays autre que la Bulgarie⁶.

Les diplomates français en poste dans les Balkans ainsi que le Quai d'Orsay suivaient de près, tout au long de l'année 1939, l'évolution de la collaboration au sein de l'Entente balkanique. Ils accrurent leur attention lorsque, au lendemain de la déclaration de la guerre en Europe, certains États de l'Entente balkanique – la Roumanie, puis la Yougoslavie – envisagèrent de transformer l'Entente en une Ligue des Neutres. Comprenant la Bulgarie (qui se serait vu satisfaire certaines de ses revendications territoriales) voire l'Italie (en tant que propriétaire de l'Albanie balkanique), cette ligue aurait couvert l'ensemble de la péninsule et suivi une politique étrangère commune fondée sur l'équilibre absolu entre l'Allemagne d'une part et les Alliés d'autre part⁷. Sitôt cette proposition formulée, le Quai d'Orsay perçut le danger que représentait pour les intérêts français ce resserrment de la collaboration balkanique. Sous-directeur d'Europe à la direction des affaires politiques, Henri Hoppenot devait réagir en ces termes:

»tout se passe comme si le Pacte projeté devait étendre autour des Balkans un écran qui protégerait l'Allemagne et l'Italie contre toute surprise provenant de ce côté, leur permettant de mettre à pied d'œuvre les préparatifs de leur action en direction de la Mer Noire et de la Mer Egée, et paralyserait au contraire la France et l'Angleterre dans la mise en place de tout dispositif de prévention«⁸.

La ligue des neutres ne vit finalement pas le jour. La Grèce et la Turquie n'étaient pas prêtes à envisager des cessions territoriales à leur voisin bulgare. D'autre part, les ambitions territoriales de plus en plus manifestes de l'Union soviétique en Europe de l'Est en cet automne 1939 faisaient finalement de la neutralité un vain espoir. Sous l'égide de la Turquie qui le 19 octobre 1939 avait signé un traité d'alliance avec la France et la Grande-Bretagne, les pays balkaniques semblèrent s'orienter plus clairement vers les alliés. Cependant, ils voulaient que l'Entente balkanique ait son mot à dire sur ce rapprochement. Lors d'une conférence qu'ils tinrent à Belgrade en février 1940, les ministres des affaires étrangères de l'Entente décidèrent qu'il appartenait aux états-majors balkaniques d'élaborer un plan commun de défense sur la base duquel l'aide française et britannique devrait arriver. Très suivie par les légations occidentales à Belgrade, cette conférence dramatique devait être la dernière de l'Entente: à partir du printemps 1940, ses membres furent l'un après l'autre submergés par

6 Le procès verbal de la conférence d'Athènes affirmait clairement le principe directeur de la collaboration militaire: »aussitôt après l'attaque du gros bulgare déclenchée contre un des alliés, chacun des autres alliés, dans l'intérêt général et pour la mise de la Bulgarie hors de cause le plus tôt possible, s'engage à entamer des opérations offensives le plus tôt après le déclenchement de l'attaque du gros bulgare même si la concentration des forces prévues n'est pas encore terminée«. V. »Procès verbal de la conférence des chefs d'état-major généraux des armées de l'Entente balkanique tenue à Athènes«, DHS, 8-K10/58, décembre 1938.

7 Frank MARZARI, *Projects for an Italian-led Balkan bloc of Neutrals*, dans: *The Historical Journal* XIII (1970), p. 767–788.

8 Note du Sous-directeur pour l'Europe sur le projet de pacte balkanique proposé par la Roumanie, MAE, dossier Balkans 21, 12 septembre 1939.

les forces de l'axe, sans avoir eu le temps de faire mûrir suffisamment leurs projets de collaboration.

Au regard de ces épisodes, il serait finalement quelque peu imprudent de dire que la collaboration avec les grandes puissances constituait la seule option politique pour les États balkaniques. Quelles que pouvaient être les difficultés, la coopération à l'échelle balkanique demeurait constamment à l'ordre du jour. Qui plus est, cette coopération n'était pas forcément perçue comme complémentaire de celle avec les grandes puissances. Bien au contraire, elle pouvait apparaître comme un substitut efficace à la dépendance vis-à-vis de celles-ci. C'était par exemple l'esprit de la note qu'un des diplomates balkaniques les plus expérimentés de sa génération, le Ministre de Grèce en France Nicolas Politis, envoya en janvier 1940 à son premier ministre Ioannis Métaxas:

»malgré le profond respect et l'amour sincère que je nourris pour la France et la Grande-Bretagne, ma confiance en leur jugement politique est plus que réduite quand il s'agit du sort de notre patrie [...]. Le seul contrepois efficace, certain et permanent, est une collaboration étroite entre les pays des Balkans. Les pays des Balkans n'ont aucun intérêt à rechercher l'intervention d'une quelconque grande puissance dans leurs relations«⁹.

Alliance ou ordre balkanique?

Il était assez étonnant de voir les dirigeants balkaniques, dans un moment aussi critique pour la sécurité de leurs pays, s'engager dans une politique duale, voire schizophrène. En même temps qu'ils sollicitaient l'aide et le soutien de la France et de la Grande-Bretagne, ils consacraient une grande partie de leur effort à consolider et faire vivre une Entente balkanique largement dépassée par les événements, et bien souvent en lui assignant des buts en totale contradiction avec les intérêts de leurs puissances protectrices!

Il faut ici recourir aux témoignages des acteurs eux-mêmes pour obtenir un début d'interprétation à cette dualité. Grégoire Gafenco, qui était alors ministre des affaires étrangères de la Roumanie, consacra une large partie de ses mémoires à cette question. Son analyse est éclairante: »il fallait«, écrit-il, »concilier l'idée de sécurité balkanique, qui ne pouvait se passer de l'appui indirect que lui donnait la politique de garantie de l'Angleterre et de la France, et l'idée d'indépendance balkanique, qu'il était indispensable de pouvoir opposer à l'Allemagne, pour désarmer sa méfiance et lui enlever tout prétexte d'intervention«¹⁰.

Cette dialectique entre sécurité et indépendance est ici cruciale pour comprendre l'état d'esprit des dirigeants balkaniques. La *sécurité* était un objectif impérieux dicté par la conjoncture internationale, face auquel les dispositions du pacte de 1934 étaient

9 Paris à Athènes n° 2661, AYE, dossier 1940/7.1, 16 janvier 1940.

10 Grégoire GAFENCO, Préliminaires de la guerre à l'Est. De l'accord de Moscou aux hostilités de Russie, Paris 1944, p. 296.

désormais insuffisantes: la coopération avec la France et la Grande-Bretagne était désormais une condition *sine qua non* pour faire face à des dangers aussi grands que l'Allemagne ou l'Italie. Mais cet objectif de sécurité était dépassé par celui de l'*indépendance* qui, à lire Gafenco, n'était pas plus garantie par la protection des alliés que par les ambitions allemandes. Véritable zone-tampon entre les grandes puissances européennes, »l'Entente représentait une région avec ses propres intérêts«¹¹.

Ainsi l'Entente balkanique était – au moins dans les esprits – une réalité bien plus ambitieuse et pesante que le pacte d'assistance de 1934 qui avait en grande partie perdu sa raison d'être. Elle n'avait pas été motivée par le seul souci d'affronter efficacement la menace bulgare, mais par un projet caressé par les élites des États de la région dès la fin des années 1920 et qui visait à affirmer – sous la forme d'une alliance puis d'une confédération – un ensemble régional indépendant et débarrassé des ingérences des grandes puissances externes. Les différends territoriaux toujours latents entre la Bulgarie et ses voisins avaient freiné cette ambition et limité le projet à un pacte anti-révisionniste sur le modèle des accords régionaux déjà existants¹². Dès lors, on peut comprendre que même si l'Entente avait en apparence échoué sur la forme, les motivations à long terme de ses concepteurs n'avaient rien perdu de leur actualité. Le but ultime de la collaboration balkanique était, selon Gafenco, »d'organiser un ordre régional qui était nécessaire à l'équilibre des puissances en Europe«¹³.

Une identité balkanique?

L'Entente balkanique n'aurait donc pas voulu être un simple pacte, ni même une alliance. L'expression d'»ordre régional« a évidemment des implications bien plus profondes et montre que les partisans les plus fervents de l'Entente concevaient celle-ci sur le long terme, au-delà des conjonctures politiques qui l'avaient vue naître. Il s'agissait de donner aux pays des Balkans les moyens de gérer eux-mêmes, indépendamment des autres puissances européennes, les destinées de leur région. Pour reprendre un slogan circulant bien souvent au sein des chancelleries européennes, il s'agissait de rendre »les Balkans aux Balkaniques«.

Il faut dire en effet qu'à défaut d'avoir résolu leurs problèmes, les dirigeants, les militaires et les diplomates balkaniques avaient, dans le cadre de l'Entente, appris à se connaître et à se parler d'égal à égal sans faire appel à la médiation d'une grande puissance. Les quatre ministres des affaires étrangères se réunissaient régulièrement au sein des conseils formels de l'Entente, en-dehors desquels ils prenaient d'ailleurs soin de se consulter régulièrement, souvent même plusieurs fois par mois¹⁴. L'Enten-

11 Ibid., p. 294.

12 Une série de »conférences balkaniques« avaient rassemblé des journalistes, des intellectuels et des hommes politiques à partir de 1930. Selon Leften Stavrianos, ces conférences avaient pour but »d'amener tous les États balkaniques à un programme, aussi limité fut-il, dans l'espoir qu'il pourrait s'élargir au fur et à mesure que les problèmes importants seraient résolus. L'Entente balkanique était plus mesurée, organisée dans le but de maintenir le statu quo et donc de fait dirigée contre les États révisionnistes«. Leften Stavros STAVRIANOS, *The Balkans* (voir n. 3), p. 739.

13 Grégoire GAFENCO, *Préliminaires* (voir n. 10), p. 294.

14 Grégoire Gafenco nous livre dans ses mémoires un bilan très éloquent de ses propres contacts

te avait d'autre part créé un conseil de collaboration économique, auquel la Bulgarie avait été invitée à adhérer au début de 1940. C'était bien à un multilatéralisme balkanique que l'on tentait de donner le jour, au moins dans la forme. Gafenco parle d'ailleurs avec un brin d'ironie de toutes ces conférences et sommets rituels »avec leurs banquets, leurs sessions et leurs paperasses habituelles«¹⁵.

Ce carcan diplomatique ne saurait cependant suffire pour appréhender et mesurer soixante dix ans plus tard les bases de l'élan balkanique. L'idée d'un ordre dépasse en effet largement la simple diplomatie: elle fait appel à une série d'autres facteurs, en grande partie culturels et mentaux. Sur ce point, la recherche historique a encore beaucoup à faire, et nous ne pouvons ici que nous limiter à donner quelques grands axes de réflexion sur ce qui pouvait constituer le socle commun sur lequel on comptait construire l'ordre balkanique.

En 1970, l'historien Franck Marzari donna un premier élément de réponse à cette interrogation dans un article sur le projet de la Ligue des Neutres. Selon Marzari, c'était l'histoire récente qui avait donné aux États des Balkans une conscience commune, et notamment l'amère conviction que »leur destinée était définie non par eux-mêmes mais par les grandes puissances qui les entouraient«. Ces États auraient donc été unis par ce que l'auteur appelle le *Kleinstaatererei*, véritable syndrome d'infériorité face aux grandes puissances qui avaient encadré – pour le meilleur et pour le pire – leurs créations et leurs évolutions territoriales depuis le XIX^e siècle. C'était pour échapper à ce destin que les diplomates de la région auraient imaginé qu'en unifiant le potentiel politique de leurs petites puissances, dont les influences respectives étaient *grosso modo* égales, ils parviendraient à créer au moins une »moyenne puissance«, ayant vis-à-vis des grandes puissances une »indépendance collective«¹⁶.

On ne saurait en effet contester qu'au lendemain de la première guerre mondiale, les pays de la péninsule avaient chacun ses raisons pour garder des rancunes vis-à-vis des grandes puissances. La Roumanie était entrée en guerre en 1916 mais n'avait pas été soutenue par l'armée française face aux forces de la triple alliance qui ne tardèrent pas à la submerger. Les dirigeants de la Turquie n'avaient pas oublié l'autoritarisme et l'arrogance dont avaient fait preuve les militaires allemands sur place pendant la grande guerre, et encore moins qu'à la fin de celle-ci, les Français et Britanniques auraient dépecé l'Empire ottoman en 1920 si la résistance de Kemal Atatürk n'avait pas permis *in extremis* de sauver la souveraineté turque. Quant aux Grecs, en dépit du souvenir du philhellénisme occidental du XIX^e siècle, ils n'avaient jamais véritablement pardonné à leurs protecteurs britannique et surtout français de les avoir progressivement abandonnés face aux troupes kémalistes en Asie Mineure en 1922. Ainsi, les sources diplomatiques de l'époque confirment en grande partie la version de

balkaniques pour l'année 1939. Le 1^{er} février, il se rendit à Belgrade. Trois semaines plus tard il accueillit à Bucarest le sommet des ministres des Affaires étrangères de l'Entente. En avril, il se rendit à Istanbul, en juin à Athènes puis à nouveau à Istanbul. Après la déclaration de la guerre, il rencontra dans la ville frontalière de Jebel son homologue yougoslave Tsintsar-Marckovic afin de mettre au point le projet de la Ligue des Neutres. Enfin, il assista en février 1940 au nouveau sommet de l'Entente qui se tint cette fois à Belgrade.

15 Grégoire GAFENCO, Préliminaires (voir n. 10), p. 293.

16 Frank MARZARI, Projects, (voir n. 7), p. 767–788. Tous les termes cités sont de l'auteur.

Marzari: l'Entente balkanique apparaissait comme une réponse à la dépendance vis-à-vis de »l'égoïsme naturel des grandes puissances«, pour reprendre les termes de Nicolas Politis. À l'occasion d'un sommet de l'Entente balkanique, le très officieux quotidien francophone de Turquie »La République« faisait sienne cette interprétation:

»les petits États pris isolément peuvent ne pas avoir une grande signification. Mais lorsque – comme c'est le cas – quatre ou cinq d'entre eux s'allient pour soutenir la paix, on les voit former une grande puissance digne d'être accueillie avec considération«¹⁷.

Dans le même numéro de »La République«, un autre article était allé plus loin dans l'interprétation. Son auteur, François Psalty, rêvait du moment où la moyenne puissance balkanique serait constituée, comme du moment où »l'Orient nous appartiendra de nouveau, cet Orient qui fut si grand dans le passé, et dont nous, peuples balkaniques, avons l'ambition de refaire la grandeur, dans la paix«¹⁸. À travers ces lignes, l'élan balkanique se voyait doté de motivations d'ordre culturel et mental. Le rapprochement entre les pays et les peuples n'était pas seulement le fait d'un quelconque besoin diplomatique ou commercial, mais le rétablissement d'une destinée commune que les interventions des grandes puissances dans la région avaient apparemment détruite. L'ordre balkanique aurait ainsi trouvé sa raison d'être dans un sentiment d'appartenance à une communauté de destin.

Il faut dire qu'au tournant des années 1930, les pays des Balkans connurent un regain d'intérêt pour un passé partagé. Des historiens s'interrogeaient désormais ouvertement sur l'héritage byzantin et ottoman que les peuples balkaniques portaient en eux. L'exemple le plus illustre est sans doute celui de l'universitaire roumain Nicolae Iorga. Dès 1908, celui-ci avait fait paraître en Allemagne une »Histoire de l'Empire ottoman« qui, pour la première fois, rompait avec la vision dépréciative qui prévalait au sein des historiographies balkaniques (y compris turque) pour cet Empire. En 1935, son ouvrage »Byzance après Byzance« donna un sens nouveau à l'histoire des peuples de la péninsule: l'Empire byzantin qui les avait tenus unis n'était pas mort en 1453 mais avait survécu à sa manière au sein des structures impériales ottomanes. La véritable fin de Byzance avait été en fait apportée par les nationalismes balkaniques qui avaient divisé politiquement la péninsule et ouvert la voie à l'intervention des grandes puissances externes¹⁹. Ainsi, le mouvement balkanique a pu se développer sur un socle intellectuel naissant, visant à mettre en valeur une communauté de destin, et donc une identité balkanique distinguant les peuples de la péninsule du reste de l'Europe et surtout de ses grandes puissances.

17 Yunus NADI, La réunion à Ankara du conseil de l'Entente balkanique, dans: La République, 25 février 1938. La République était l'édition francophone du quotidien Cumhuriyet qui était au centre de la vie intellectuelle en Turquie. Ses éditoriaux circulaient dans les pays voisins, et notamment en Grèce, où ils étaient souvent publiés traduits dans le quotidien Kathimerini.

18 François PSALTY, L'Entente balkanique à Ankara, dans: La République, 25 février 1938.

19 Nicolae IORGA, Byzance après Byzance. Continuation de l'Histoire de la vie byzantine, Bucarest 1935. Iorga est par ailleurs l'auteur d'études comparées sur l'histoire et la géographie des pays balkaniques, comme Histoire des États balkaniques jusqu'en 1924, Paris 1925, ainsi que ID., Le Caractère commun des institutions du sud-est de l'Europe, Paris 1929.

»Européaniser les Balkans« ou les »Balkans aux Balkaniques« ?
En guise de conclusion

Il faut à ce stade éviter un malentendu. En dépit d'une tendance à l'isolationnisme régional, la réflexion sur l'ordre balkanique ne s'est pas faite indépendamment de celle sur l'ordre européen. Certaines coïncidences temporelles sont éloquentes. La première conférence balkanique eut lieu à Athènes en octobre 1930, alors que l'Europe entière discutait du projet Briand pour une Union Européenne. Pour Alexandre Papanastasiou, homme politique grec et figure marquante de la conférence, les deux événements étaient liés: »la confédération balkanique«, devait-il déclarer à cette occasion, »ne doit pas empêcher l'union des États européens, mais la régulariser et la faciliter«²⁰.

Il n'y avait pas de paradoxe à lier les deux réflexions, balkanique et européenne. Il faut pour cela tenir compte du fait que dans l'esprit des dirigeants balkaniques, l'ordre européen ne pouvait se construire sur une seule entente, du fait de la diversité des intérêts et de l'inégalité des puissances qui se côtoyaient sur le vieux continent. Leur vision de l'Europe n'était pas celle d'un ordre continental unifié mais de plusieurs ordres régionaux qui se combineraient et s'équilibreraient. Dès 1928, le ministre grec des affaires étrangères Andréas Michalokopoulos avait défini la vision hellénique de la sécurité en Europe orientale comme celle »des Pactes particuliers qui en se coordonnant peuvent assurer la paix de l'Orient proche«²¹. Cette vision ne correspondait pas seulement à des impératifs diplomatiques: elle répondait à une conception d'une identité politique européenne fédérant plusieurs identités régionales. »Nous les Turcs« écrivait par exemple Yunus Nadi dans »La République«, »nous sommes Orientaux, nous sommes de la Mer Noire, de l'Égée, des Balkans, et, de par la position des Détroits, nous sommes surtout Européens«²².

Les diplomates des Balkans avaient apparemment adopté cette vision qui liait intimement politique, économie et culture, pour conduire les politiques étrangères de leurs pays. Panayotis Pipinélis qui dirigea à l'époque les ambassades de la Grèce à Budapest puis à Sofia se réfère dans ses mémoires aux objectifs de l'Entente balkanique et de ses membres en ces termes: »ces petites puissances, unies au sein d'une force alliée ou fédérale pouvaient ajouter un point de stabilité entre les grandes masses nationales et économiques de l'Europe: slave, germanique, latine, anglo-saxone«²³.

Il existait ainsi un lien entre ordre balkanique et ordre européen. La formation de la moyenne puissance balkanique devait servir de modèle pour l'organisation de l'Europe. C'était bien à un nouveau concert européen, fondé sur l'équilibre entre les grands ensembles régionaux, que rêvaient les concepteurs de l'idée balkanique.

À partir de l'été 1940 et de la conquête soviétique de la Bessarabie, les grandes puissances européennes intervinrent directement dans les affaires des États balkani-

20 Alexandre PAPANASTASIOU, cité dans: Dimitri KITSIKIS, *Ελλάς και ξένοι 1919–1967* (La Grèce et les étrangers 1919–1967), Athinaï 1977, p. 86.

21 Déclarations dans *Le Messenger* d'Athènes, MAE, dossier Grèce 79, 8 avril 1928.

22 Yunus NADI, *Balkaniques, soyez vigilants*, dans: »La République«, 16 juin 1938.

23 Panayotis PIPINELIS, *Ιστορία της εξωτερικής πολιτικής της Ελλάδος* (Histoire de la politique étrangère de la Grèce), Athinaï 1948.

ques. L'Entente balkanique n'ayant pas réussi à les tenir à l'écart du conflit, ceux-ci l'abandonnèrent, l'un après l'autre. Ainsi, la conférence de Belgrade de février 1940 fut la dernière rencontre entre les quatre dirigeants balkaniques. Leur entente était en train de succomber à l'un des plus violents séismes qu'ait connus l'ordre européen dans son histoire contemporaine.

Près de soixante dix ans plus tard, faudrait-il garder quelque chose de l'Entente balkanique? À première vue, sa courte vie et sa disparition dramatique semblent l'avoir condamnée à la dépréciation. Nul en effet ne pourrait considérer qu'au milieu des années 1930 l'ordre balkanique était une réalité ou même une perspective à portée de main pour les pays balkaniques, leurs peuples et leurs dirigeants. Mais au-delà de la réalité diplomatique qui leur échappait largement, les élites dirigeantes et intellectuelles de la péninsule ont incontestablement été tentées par un idéal balkanique dont nous avons brièvement présenté les multiples faces. Idéal d'un ensemble politique, économique et culturel unifié et jouant en termes égaux son rôle dans l'établissement d'un équilibre européen.

Il appartient bien sûr à la recherche historique future de clarifier ces données encore désordonnées et surtout de mesurer l'ampleur du mouvement balkanique des années 1930 qui, à première vue, ne semble avoir concerné, plus ou moins largement, que les élites des pays de la péninsule. Au-delà de son intérêt évident pour comprendre la complexité de l'Europe des années 1930, la recherche sur l'Entente balkanique permettra peut-être de découvrir d'autres voies pour l'intégration des Balkans au sein de la famille européenne.